



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Installations classées

société GSM
Modification des conditions d'exploitation de
la carrière située au lieu-dit « Les Biousses » sur la
commune des Alleuds.

Arrêté DIDD – 2013 n° 245

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU Le code de l'environnement notamment son livre V - titre 1er ;
- VU L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;
- VU L'arrêté préfectoral du 9 janvier 1998 approuvant le schéma départemental des carrières ;
- VU L'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU L'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 autorisant la société GSM à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Les Biousses » sur le territoire de la commune des Alleuds pendant 20 ans ;
- VU La demande de modification transmise le 3 juillet 2012, par la société GSM, à monsieur le préfet, afin de modifier les conditions d'exploitation de la carrière notamment en permettant un remblaiement partiel avec des apports de matériaux extérieurs au site ;
- VU La demande de modification transmise le 21 février 2013, par la société GSM, à monsieur le préfet, afin de modifier les conditions d'exploitation de la carrière notamment en permettant une augmentation de la puissance des installations à 600 kW et en prenant en compte l'évolution de la nomenclature des installations classées ;
- VU Le rapport de l'inspection des installations classées du 18 juin 2013 ;
- VU L'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation dite « des carrières » de Maine-et-Loire en date du 4 juillet 2013 ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant ne font pas apparaître d'impacts notables nouveaux sur l'environnement.

Considérant que les modifications sollicitées permettront de limiter les distances de transports des matériaux inertes pour les entrepreneurs dans un rayon de 40 km maximum.

Considérant que les matériaux admis en remblai seront inertes et feront l'objet d'une procédure d'admission et de suivi.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512 1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant, dans ses demandes susvisées, ne font pas apparaître d'impacts notables nouveaux sur l'environnement et que par conséquent, dans les formes prévues aux articles R. 512-31 et R.512-33 du code de l'environnement un arrêté préfectoral peut être établi,

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement que peuvent entraîner les modifications des installations présentes sur la carrière ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Maine et Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er – Dispositions applicables

L'exploitation de la carrière, située au lieu-dit « Les Biousses » par la société GSM, est poursuivie dans les conditions énoncées par l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, conformément aux demandes de modifications susvisées.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 s'appliquent notamment aux activités de remblaiement, en particulier en termes de prévention des émissions sonores et atmosphériques.

ARTICLE 2 – Classement administratif des installations

Le tableau de classement des activités de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime de classement *
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie de l'ordre de 87 ha	A
2515-1a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) supérieure à 550 kW	Puissance installée de l'ordre de 600 kW	A
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 10 000 m ² mais inférieure ou égale à 30 000 m ² .	Surface Supérieure à 10 000 m ² mais inférieure ou égale à 30 000 m ² .	E

A (autorisation), E (Enregistrement) ou D (déclaration)

* Conformément au §III de l'article L.512-7 du code de l'environnement la publication d'un arrêté de prescriptions générales est nécessaire à l'entrée en vigueur du classement d'une rubrique de la nomenclature dans le régime d'enregistrement.

ARTICLE 3 – Paysage, faune, flore

Les dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La bande Ouest de la partie centrale de la carrière est remblayée, après extraction, avec les matériaux de découverte, de façon à rétablir le profil topographique d'origine, ou un profil légèrement au-dessus, jusqu'à la courbe de niveau initiale de 65 m NGF.

En limite Nord-Ouest du périmètre de la partie centrale de la carrière, une haie bocagère composée d'essences locales est également plantée.

La mare présente sur la parcelle ZN n° 81 est maintenue en place ainsi qu'une fraction sableuse en périphérie. Une clôture délimitant une zone tampon d'environ 10 m autour de cette mare sera mise en place.

Les rives du bassin situées à l'entrée de la sablière seront conservées en l'état (absence de remodelage des berges ou de dévégétalisation).

L'exploitant devra conserver le plus longtemps possible les talus verticaux au centre de la sablière.

L'exportation des produits de fauche devra être recherchée pour toute action d'entretien, les terrains ne feront pas l'objet de traitement phytosanitaire.

ARTICLE 4 – Remise en état

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 sont complétées par les dispositions suivantes :

L'excavation de la partie Nord de la carrière sera remblayée avec des matériaux inertes sur une hauteur ne dépassant pas 4 mètres de sorte que le réaménagement final ne dépasse pas la cote du terrain naturel avant extraction. Le remblaiement est réalisé de façon à permettre un retour des terrains à un usage agricole.

Le plan de remise en état annexé au présent arrêté se substitue à celui annexé à l'arrêté du 7 mai 2002.

ARTICLE 5 – Remblaiement - Déchets inertes

Le remblaiement de la carrière est autorisé pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté. Il est organisé de telle sorte qu'à la fin de cette durée le profil des terrains libérés soit homogène et ne présente pas de creux ou dépressions prononcés faisant obstacle à la finalisation de la remise en état du site pour son usage futur.

Le remblaiement ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux apportés doivent être inertes, non contaminés ni pollués et compatibles avec les objectifs de réaménagement. Le remblaiement est réalisé prioritairement avec des apports de matériaux non recyclables.

Ils doivent notamment répondre à la définition d'un déchet inerte établie à l'article 2 de la directive européenne n° 1999/31/CE du 26 avril 1999, relative à la mise en décharge :

“ Un déchet inerte ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Il ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas d'autres matières avec lesquelles il entre en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines ”.

En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, produits putrescibles, métaux, plâtre, enrobés et déchets bitumineux.

Sous réserve de compatibilité avec l'usage futur des terrains, seuls les types de déchets suivants sont admissibles :

Dénomination	Code déchet (cf. Annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement)
Béton	17.01.01
Briques	17.01.02
Tuiles et céramiques	17.01.03
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques	17.01.07
Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	17.05.04
Terres et pierres	20.02.02

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...) doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets inertes peuvent être admis dans l'installation. Les déchets dangereux, notamment les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, ne sont pas admis dans l'installation.

Les apports extérieurs sur le site sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée et que ceux-ci sont conformes à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux extérieurs réceptionnés sur le site doivent avoir subi un tri préalable rigoureux en amont.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés dans une benne affectée à la récupération des éléments indésirables pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité, de l'arrivée des apports à leur mise en œuvre finale sur le site ainsi qu'en terme de stabilité des remblais.

L'accès à la partie Nord de la carrière (secteur de remblaiement) sera fermé à tout véhicule non autorisé. Il sera aménagé au niveau de la piste existante d'accès à la carrière, conformément aux dispositions exposées dans la demande transmise le 3 juillet 2012, par l'exploitant à monsieur le préfet.

ARTICLE 6 – Qualité des eaux

Les dispositions de l'article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant mettra en place 2 piézomètres de profondeur adaptée pour permettre de suivre la qualité des eaux souterraines présente à l'aval hydraulique en limite des secteurs à remblayer (partie Nord de la carrière) avant le début des remblaiements.

Une analyse permettant de connaître la qualité des eaux du puits des Grandes Biousses (repéré P1a à l'amont hydraulique des remblaiements) et constituant un point zéro sera réalisée dès notification du présent arrêté. Il en sera de même au niveau des 2 piézomètres situés à l'aval hydraulique après leur mise en place et avant apport de remblais. L'analyse portera sur la conductivité, les paramètres prescrit à l'article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 et ceux listés au §B de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Les 2 piézomètres seront ensuite intégrés au suivi bi-annuel prescrit à l'article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 complété par un suivi de la conductivité.

ARTICLE 7 – Garanties financières

L'exploitant actualise les garanties financières (montants, plans associés aux calculs) prévues à l'article 6 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 et transmet les éléments justificatifs dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté à monsieur le préfet.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie des Alleuds et affichée à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire des Alleuds puis envoyé à la préfecture.

ARTICLE 9

Conformément aux dispositions du titre Ier du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 10

Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société GSM dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11

Le texte complet peut être consulté à la préfecture, et à la mairie des Alleuds.

ARTICLE 12

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le maire de la commune des Alleuds, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le 15 JUIL. 2013

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet de Cholet

Secrétaire Général par intérim



Colin MIEGE

Vu pour être annexé
à l'arrêté

en date du 15 JUIL 2013

ANGERS, le 16 JUIL 2013

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif



Fabienne LEGE






GSM SITE DES ALLEUDS

Projet réaménagement final 2012

Projet de modification des conditions de
réaménagement zones Nord et Centrale

02/04/2012



- Légende
-  Réaménagement de type agricole
 -  Plan d'eau ou mare
 -  Hais bocagère
 -  Boisement
 -  Limite autorisation

